

front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 125

26 SEPTEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50F

contre la campagne
démagogique de Chirac

HALTE AUX MESURES DE RATIONNEMENT

Depuis quelques jours, des déclarations de ministres aux titres de la grande presse, voici qu'un cri d'alarme retentit: «l'économie de la France est en difficultés». C'est Chirac déclarant jeudi dernier à France-Inter: «Nous sommes dans une situation préoccupante et difficile... La situation est grave...» c'est Fourcade parlant des «18 mois difficiles qui s'annoncent», tandis que Par. Match, c'est «l'orage sur le monde» et «l'Aurore» écrit «la fête est finie», quand au «Point» sa couverture toute en noir annonce: «crise: lettre ouverte au Président». Et voilà notre ministre des Finances, à la radio, feignant de découvrir ce qui était pour tous les travailleurs une évidence: «nous continuons à être, à l'heure actuelle, dans une phase de croissance très forte de l'ensemble de nos prix».

Alors quoi? Hier encore on nous présentait un ciel serein, maintenant tout est bouché? Voici moins de 15 jours, Giscard d'Estaing dans sa tournée lyonnaise, affirmait tranquillement: «Nous sommes le seul grand pays industriel qui connaisse actuellement une croissance économique... la France est un pays qui se porte bien». Pourquoi nous présente-t-on aujourd'hui, de tous côtés, un tableau tout noir? «Il faut dramatiser» confiait Fourcade au cours des «journées d'études giscardiennes» des 17 et 18 septembre. Pourquoi? Chirac fournit un élément de réponse en déclarant jeudi dernier: «le gouvernement est prêt à prendre ses responsabilités, même si ces responsabilités l'amènent à imposer des contraintes nouvelles aux Français».

Aujourd'hui, dit le gouvernement, l'heure est aux sacrifices, à la «lutte contre le gaspillage» on parle du rationnement de l'énergie, des tickets d'essence. Et le désarmement du «France», navire de luxe, sert d'argument: nous donnons l'exemple des économies, de la suppression des dépenses inutiles, que tous les Français en fassent autant.

suite en page 2

1er octobre
vive le
25ème
anniver-
saire
de la
révolu-
tion
chinoise

page 8

non aux fermetures d'usines

SOUTIEN AUX GREVISTES DE TITAN-CODER

page 3



HALTE AUX MESURES DE RATIONNEMENT

(suite de la page 1)

En tirant la sonnette d'alarme, que visent ministres et éditorialistes aux ordres de la bourgeoisie, sinon de justifier par avance des mesures qui aboutiront à de nouvelles restrictions du pouvoir d'achat, à de nouvelles entraves pour la consommation des masses populaires de notre pays. Encore faut-il que la bourgeoisie française, qui dresse ce tableau, paraisse elle-même victime innocente de la situation, sous-entendu : si c'est de plus en plus noir la cause est ailleurs, la cause des difficultés supplémentaires qui s'annoncent est à l'extérieur. En un mot, c'est la faute aux pays arabes ! Il suffit d'écouter les déclarations les plus officielles pour voir qu'il s'agit d'une campagne bien orchestrée au plus haut niveau. Dès les premiers jours de septembre, le comte d'Ornano, ministre de l'industrie, avait préparé le terrain : « Si les producteurs décidaient une augmentation du prix du pétrole à l'heure actuelle... Il faudrait que nous constations qu'ils sont les provocateurs et les pourvoyeurs d'une inflation constante ». Le refrain n'est pas nouveau, il a été joué et rejoué depuis octobre 73. Et jeudi dernier, le premier ministre condamnait sans appel les mesures prises à Vienne par les pays producteurs : « C'est un mécanisme dangereux dans la mesure où il entraîne très rapidement l'ensemble des prix vers le haut ». Le pupable est désigné, les pays producteurs de pétrole, qui pourraient bien faire tomber les économies des grands pays capitalistes dans le chaos et leurs peuples dans la misère.

Quelle est la réalité ? Les mesures prises le 14 septembre par les pays arabes et les autres producteurs de pétrole, réunis au sein de l'OPEP, sont des mesures de simple justice :

La décision d'établir une échelle mobile du prix du pétrole basée sur le taux d'inflation des pays capitalistes, doit permettre de réduire l'inégalité grossière qui prévaut dans l'échange. Jusqu'en octobre 73, « mois où tout a été bousculé sur le monde » clame « France Soir », les pays producteurs n'augmentaient pratiquement pas le prix de vente de leur pétrole tandis qu'ils devaient acheter de plus en plus cher les produits qu'ils importent des grands pays capitalistes. Ainsi l'écart se creusait, ce qui n'empêchait pas les prix de connaître en France et dans tous les pays capitalistes, une ascension de plus en plus rapide.

Dans l'immédiat, pour le dernier trimestre 74, la hausse du pétrole brut sera de 3,5%, soit seulement le 1/4 des 14% de hausse annuelle des prix ayant cours dans les pays capitalistes, selon l'estimation, d'ailleurs inférieure à la réalité faite par les pays producteurs. Et ces 3,5% ne consisteront qu'en une augmentation de l'impôt prélevé par les pays producteurs sur les grandes compagnies pétrolières. Aut-il plaindre les grandes compagnies ?

En rendant les décisions de Vienne responsables des prochaines hausses des prix de l'énergie en France, avec leurs répercussions sur tous les produits, le gouvernement cherche à camoufler cette réalité : la responsabilité unique, dans la hausse des prix, du système capitaliste et en particulier des grandes compagnies pétrolières qui réalisent des profits fabuleux. Non seulement, ces compagnies refusent d'être touchées en quoi que ce soit par les mesures des pays producteurs mais elles s'en servent comme prétexte pour accroître encore leurs profits. D'une telle campagne d'intoxication menée tambour battant, le gouvernement espère retirer plusieurs bénéfices :

- en rejetant la responsabilité sur les pays producteurs et notamment les pays arabes, il entend du même coup alimenter la campagne raciste, isoler les travailleurs arabes en espérant que les travailleurs français se retourneront contre eux, à un moment où plus que jamais l'unité de la classe ouvrière s'impose contre les nouvelles mesures d'austérité en préparation. Avec des « unes » du genre de celle du « Journal du Dimanche », on espère entretenir un climat raciste. Ainsi, ce journal écrit : « tandis qu'en France et dans le reste de l'Occident, chacun s'apprête à grelotter et à rouler de moins en moins en voiture... les rois du pétrole (entendons les producteurs), eux ne savent pas quoi faire de leur argent ». « Arguments », qui en braquant les projecteurs sur le standing de Fayçal d'Arabie ou de l'émir du Koweït, veut faire oublier cette vérité : imposer une juste rémunération de la vente de leur production fait partie intégrante de la lutte des peuples pour leur libération. Face à la bourgeoisie qui envisage de prolonger les mesures d'interdiction de l'immigration, combattons toute menace raciste, ripostons à toute agression contre nos frères de classe immigrés.

- Si, aux dires des capitalistes, la responsabilité de la crise revient aux Arabes, alors l'échec des mesures « anti-inflation » ou « anti-chômage » leur revient aussi. Le plan d'austérité présenté à la mi-juin par Giscard d'Estaing est donc pour la même raison « insuffisant » : avis aux travailleurs, un nouveau plan vous attend mais, nous capitalistes, n'y pouvons rien. C'est une façon élégante de présenter ce que nous prévoyions déjà en juin dans Front Rouge n° 120 : le plan d'austérité d'alors, baptisé plan « anti-inflation », en cachait un autre, plus sévère, pour la classe ouvrière. Soyons vigilants contre les mesures d'austérité en préparation.

- Enfin, en ramenant tout à une question de pétrole, d'énergie et de tickets d'essence, la bourgeoisie veut faire oublier que la crise de notre société touche tous les domaines. La crise n'est pas seulement économique, elle est aussi, et de façon décisive, politique et idéologique. Contre la classe capitaliste qui réduit le « changement » au complet veston, luttons pour la transformation révolutionnaire de notre société, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Tickets d'essence : DÉCISION AVANT 3 SEMAINES

Le gouvernement cherche à les éviter

D'après nos sources, la question de l'augmentation des tickets d'essence sera décidée avant le 15 septembre. Le gouvernement cherche à éviter une augmentation de 100% des tickets d'essence. Cette décision est prise par le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, en concertation avec le ministre de l'Industrie, René Hachez. Le gouvernement veut éviter une augmentation de 100% des tickets d'essence, ce qui entraînerait une hausse de 100% des prix de revient des entreprises. Le gouvernement veut éviter une augmentation de 100% des tickets d'essence, ce qui entraînerait une hausse de 100% des prix de revient des entreprises.

Les rois du pétrole, eux ne savent pas quoi faire de leur argent

par Victor FRANCO

Le Journal du Dimanche

N° 1452 22 SEPTEMBRE 1974 1,20 F DERNIÈRE HEURE

Abonnement (comptes en francs) : 1 an 120 F (12 numéros) - 6 mois 60 F (6 numéros) - 3 mois 30 F (3 numéros) - 1 an 120 F (12 numéros) - 6 mois 60 F (6 numéros) - 3 mois 30 F (3 numéros)

Et tandis qu'en France et dans le reste de l'Occident, chacun s'apprête à grelotter et à rouler de moins en moins en voiture, tandis que les ministres des pays du Marché Commun se creusent la cervelle pour trouver de l'argent... Abou Dhabi, Riyad, Abou Dhabi, Koweït... les gouvernants essayent de résoudre un autre problème : que faire de l'argent en excédent ? Charité bien ordonnée commence par soi-même. Quand

POUR FRONT ROUGE QUOTIDIEN

Le Comité Central de notre Parti vient de prendre une décision capitale : Front Rouge, l'organe central du Parti, sera quotidien à partir de septembre 75, c'est-à-dire dans un an.

Pourquoi Front Rouge quotidien, pourquoi un quotidien communiste ? Déjà plusieurs lecteurs, plusieurs camarades nous avaient demandé quand Front Rouge pourrait devenir quotidien. Les avantages d'un quotidien sur un hebdomadaire ne se dénombrent pas : réponse rapide à l'actualité, possibilité de dénoncer du tac au tac les positions de la bourgeoisie, sa vision des faits, appels à la riposte immédiate, plus grande prise sur les luttes et possibilités pour tous les travailleurs d'apprécier le soutien qu'ils doivent y apporter et les initiatives qu'ils doivent prendre... Aujourd'hui, au moment où les aspirations révolutionnaires des travailleurs apparaissent de plus en plus clairement dans les luttes, dans la vie quotidienne, au moment où toute la presse au service de la bourgeoisie, du Figaro à l'Humanité, sous le couvert du « changement » ou du « programme commun » multiplie les opérations démagogiques pour tenter de dévoyer et d'enterrer les aspirations des masses au socialisme, le besoin d'un véritable quotidien communiste se fait sentir avec plus d'urgence encore.

Un quotidien qui soit capable de tracer des perspectives révolutionnaires claires, se délimitant sans concession de l'ornière réformiste et de ses rejets trotskistes. Un quotidien où les travailleurs, par leurs correspondances, par les multiples moyens par lesquels ils seront associés à la rédaction, pourront briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie confine leurs luttes, révéler largement le

courant révolutionnaire qui se développe dans les masses en contradiction avec toutes les propositions de la « gauche ». Un quotidien qui favorise la multiplication des liens communistes avec les masses, l'organisation révolutionnaire des masses autour du Parti. Voilà ce que doit être Front Rouge Quotidien.

Cela, nous ne pourrions le réaliser qu'avec l'aide de tous nos lecteurs, le proche sympathisant du Parti comme le travailleur qui vient juste de découvrir notre journal. Cette aide nous vous demandons de la manifester dès aujourd'hui pour que le quotidien puisse démarrer dans un an. Nous reviendrons dans ces colonnes pour préciser notre projet et les moyens qu'il nécessite, mais déjà, écrivez-nous pour nous faire connaître vos suggestions, l'aide que vous pouvez nous apporter...

Pour couvrir les frais d'installation et les premiers investissements de départ à consentir, nous n'avons qu'une seule possibilité de financement : la souscription de nos lecteurs ; nous lançons dès ce numéro la première tranche de 25 Millions de cette souscription. Cette première tranche qui doit être close le 1er janvier 75, permettra de couvrir les premières dépenses qu'il nous faut engager dès maintenant, celle correspondant à la base matérielle indispensable pour un quotidien : location de locaux, tant à Paris qu'en province, pour les bureaux de rédaction régionaux, l'achat et la location de véhicules et de matériels (télescripteurs, photocopieuses, machines à écrire, magnétophones...) et de quoi faire fonctionner tout cela pendant un an (entretien, essence, papier, frais de téléphone, abonnements aux agences de presse...). Une partie de cette base matérielle, pourra du reste rapidement servir pour

l'actuel Front Rouge hebdomadaire. Cette première tranche s'élève à 25 Millions d'anciens francs. Les tranches suivantes devront permettre de couvrir les frais de salaire des journalistes et de fabrication du journal pendant un an. Cette souscription prend la forme d'une campagne d'abonnements pour le quotidien :

abonnement d'un an 250,00 f
abonnement de 6 mois 150,00 f
abonnement de 3 mois 80,00 f
abonnement d'un mois 30,00 f

(pour chaque abonnement au quotidien, sera offert un abonnement, pour la même durée, au Front Rouge actuel hebdomadaire)

250 f pour un abonnement d'un an, c'est cher ; mais l'enjeu en vaut la chandelle : il y va du développement de la presse communiste, de sa capacité à répondre aux besoins des larges masses.

C'est donc 1000 ABONNEMENTS D'UN AN A FRONT ROUGE QUOTIDIEN qu'il faudra souscrire D'ICI LE PREMIER JANVIER 1975.

Il y a moins d'un an, la souscription des 10 millions était couverte en l'espace de 2 mois et, depuis, l'audience de Front Rouge et de notre Parti, créé en mars 74, s'est considérablement développée. Ce premier objectif de 25 millions est donc un objectif à notre portée et nombreux seront les lecteurs de notre journal, les sympathisants et amis de notre Parti qui, comme ils ont aidé l'année dernière à sauver Front Rouge, participeront cette année à ce bond en avant de la presse communiste en souscrivant un abonnement.

Camarades, commencez tous, dès aujourd'hui, à collecter pour Front Rouge quotidien.

EN AVANT, RESOLUMENT, POUR UN FRONT ROUGE QUOTIDIEN.

25 MILLIONS AVANT LA FIN DE L'ANNEE

3 MOIS DE GREVE AUX COCKERIES DES HOUILLERES DU BASSIN DE LORRAINE

Dans les 2 cokeries de Caring et Marienau, 1200 ouvriers travaillent dans les pires conditions : travail au poste, fumée, chaleur, gaz. Aux houillères, entreprise nationalisée depuis 1945, c'est comme dans tous les grands bagnes capitalistes : hiérarchie, privilèges exorbitants des ingénieurs, (villa 12 pièces, voiture de service, etc...) cadences et accidents. Depuis le 1er juin, les travailleurs ont décidé de ne produire que 65% de la production habituelle, ce qui leur permet de toucher le salaire de base intégral. Dans les cahiers de revendications qu'ils ont rédigés eux-mêmes, les ouvriers demandent un statut analogue à celui du mineur de fond, ce qui se traduirait par une augmentation de salaire de 18% et permettrait le départ à la retraite à 50 ans après 30 ans de service, au lieu de 55 ans. Au départ, cette cokerie a organisé un comité de grève avec les militants syndicaux de base CGT, CFDT et FO et interdit l'ingérence des réformistes de l'appareil syndical. Les délégués des cokeries participent à toute négociation. La direction estime les revendications des grévistes irrecevables et tente de faire diversion en proposant d'augmenter les primes de cadences, ou une 5ème équipe bidon (sans augmenter les effectifs et sans compenser la perte de salaire due

aux primes de dimanche et de nuit qui sauteraient), ces revendications ne figurent pas dans les cahiers de revendications déposés par les travailleurs. Début septembre, après la 3ème réunion au cours de laquelle la direction maintient ses propositions, 3 délégués syndicaux commencent une grève de la faim. Mais cette action isole les gars les plus actifs et est abandonnée pour d'autres actions.

- barrage de route
- refus de trier le coke (des plaques sont boulonnées sur les tris)
- les travailleurs décident de descendre la production de 65% à 50%.

A la direction qui décide alors de ne payer que 50% du salaire, les ouvriers répondent en barrant les voies ferrées des houillères, bloquant 2 trains. A un huissier envoyé par la direction pour faire un constat, un délégué répond : « Match nul : ils refusent nos revendications, nous refusons de laisser passer les trains ». Et l'huissier s'empresse de noter dans son compte-rendu : « Match nul ».

Les cheminots des houillères sont solidaires des grévistes. Les délégués qui bloquent les trains sont alors convoqués au tribunal de Sarguemines et jugés : pas de sanction si les voies sont dégagées, les houillères se réservant le droit de faire intervenir les

CRS. Les délégués qui bloquaient la voie décident alors d'arrêter. Peu à peu, la lutte échappe aux travailleurs.

- Les syndicats CGT, CFDT et FO modifient leurs cahiers de revendications : qualification pour certains emplois, augmentation de la prime de four... au lieu du statut de mineur de fond.

- Puis ils essaient de faire reprendre le travail sur des miettes : prime augmentée de 1 à 6 frs par jour et 5 emplois qui gagnent un échelon. Seuls les délégués CFDT exigent que les travailleurs eux-mêmes décident de la continuation de la lutte par un vote. Mais même dans la CFDT, les syndicalistes révolutionnaires se trouvent en situation difficile : leurs méthodes d'action et leur façon de conduire la lutte ne plaisent pas beaucoup aux dirigeants nationaux de la fédération minière et de la confédération CFDT.

Pour les responsables de la CGT en particulier, les choses sont claires : comme en 47, il s'agit pour les mineurs de « retrousser les manches » pour sauver l'économie nationale. Pour les syndicalistes révolutionnaires de la CFDT qui animent la lutte, voilà de quoi réfléchir pour les prochaines « assises » contre le socialisme, la tentative de ralliement de la CFDT au parti de Mitterrand.

non aux fermetures d'usines

SOUTIEN AUX GREVISTES DE TITAN-CODER

Depuis 4 ans, les ouvriers de CODER se battent pour le maintien de leur usine à Marseille. En 1971, ils ont payé la faillite de CODER de 400 licenciements, avec la suppression du «secteur des machines à bois». La reprise en gérance par FRANGECO a coûté de nouveaux licenciements en 1973... Aujourd'hui, FRANGECO a déposé le bilan, et c'est toute l'entreprise qui est menacée. Tout autour d'eux, les ouvriers de CODER ont vu fermer SALADOR, UNIPOL, FRANCE-ALIMENTS... Et ceci malgré les manifestations... La conséquence en est qu'au début de la lutte, beaucoup doutaient de pouvoir arriver au maintien de l'usine, tandis que les plus déterminés étaient encore plus vigilants...

Aujourd'hui, l'occupation se poursuit et le départ à Paris a accru la mobilisation des grévistes. Non pas à cause de la perspective d'aller se faire parquer devant Matignon et de se faire entendre dire la même chose qu'avant par Chirac, mais parce qu'il y a eu possibilité de rencontrer les autres de MAUBEUGE et de VILLEFRANCHE. A Marseille, les CODER ont été impressionnés par la mobilisation des ouvriers de Maubeuge.

Il faut dire qu'à Marseille, une manifestation de 800 personnes, avait accompagné le départ. Il avait été aussi décidé de manifester à l'occasion de l'inauguration de la Foire de Marseille par Edgar Faure, invité de Deferre. Edgar Faure avait reçu les syndicats le matin, pour ne rien dire de plus, tandis que Deferre, qui n'a pas pris publiquement position dans ce conflit, versait 300 f à la caisse de grève et suppliait les grévistes de ne pas siffler Edgar Faure, car «il était son hôte...» Ce qui fut apprécié par les grévistes ! A la Foire de Marseille, 500 personnes se retrouvaient, dont les ouvriers de METALLINOX avec des panneaux expliquant leur position. La police empêchait d'entrer dans la Foire, aidée par des révisionnistes et des réformistes, qui entonnèrent «La Marseillaise» avec la musique de la 6ème Région Militaire. Retenant à grand peine des grévistes qui voulaient distribuer des tracts dans la Foire, le secrétaire de l'U.D.C.G.T. se résolut à... aller leur acheter des billets d'entrée!

Les travailleurs de Titan maintiennent leurs revendications: pas de démantèlement, pas de licenciement. Ce qui explique pourquoi la solution RENAULT proposée par les révisionnistes et les réformistes a retenu l'attention des ouvriers, car pour eux, RENAULT, c'est éviter le démantèlement, et ne plus être en gérance (sursis pour essayer de sortir l'usine de la faillite), c'est un trust avec une assise financière qui ne risque pas d'être en faillite du jour au lendemain comme l'ont été tour à tour ceux qui ont repris Coder depuis 70 ; enfin c'est un certain nombre d'avantages de salaire et de libertés syndicales... La tentative GENNOYER de reprise pour 3 mois, «avec une nouvelle faillite au bout» disent ses services, a elle été rejetée aussitôt présentée, d'autant que la manœuvre politique qu'il y a derrière est cousue de fil blanc.

Les révisionnistes se sont servi de cette aspiration des travailleurs à éviter des faillites à répétition pour enjoliver la solution Renault, faire croire que Renault, ce n'était pas le démantèlement alors que ce trust, en son sein, se restructure au fur et à mesure des aléas de la conjoncture (fermeture d'ateliers, compression d'effectifs), que RENAULT assurait des avantages de salaire alors qu'une de ses tactiques est de faire des disparités par région en fonction du taux de chômage qui s'y trouve, que c'était la liberté syndicale, alors qu'à la SAVIEM Caen, filiale de RENAULT, Guy Robert, syndicaliste CFDT, licencié arbitrairement, a mis plus de 2 ans avant d'être réintégré. Essayant de faire oublier que Renault c'est le salaire au rendement, le salaire par poste qui a justifié les grèves d'O.S. du Mans en 1971...

Ils ont aussi parlé de la défense de l'intérêt national, répandant l'idée qu'il est plus facile de se défendre contre un trust national que contre un trust étranger, affirmation parfaitement démentie par la victoire des LIP contre Ebauches SA. Dans les discussions que nous avons pu avoir, il est apparu nettement que ce n'était pas ce qu'en retenaient les ouvriers ; pour eux ils luttent pour leur usine et tout était question d'efficacité dans la lutte. L'expérience des échecs précédents dans les luttes contre les licenciements à Salador, Unipol, etc... lie les mains aux révisionnistes et aux réformistes, les ouvriers ont le sentiment que ce qui a déjà été fait jusqu'ici : pétitions, délégations, parlementaires révisionnistes gesticulant aux portes : «j'ai dit au délégué qu'il fallait prendre les idées de tout le monde même celles des gauchistes sinon on ne s'en sortira pas» disait l'un des jeunes qui soutient le syndicat. Aussi les discussions, les explications à la porte ou dans les cafés avec les jeunes vont bon train sur l'union de la gauche, la révolution... Dans la cité de la Valbarelle, on attend d'être mobilisé, «ça ne bouge pas assez à Marseille pour Coder est une réflexion couramment entendue...

Des jeunes des CET, rencontrés lors d'une vente de Front Rouge à Ecoprix, sont enthousiastes pour soutenir, sur ce même marché une pétition a obtenu 90 signatures en 2 heures...

A Titan Coder et à Marseille, c'est toute la classe ouvrière qui est en train de se mobiliser... derrière le soutien à Coder, il y a le refus de Giscard et de la bourgeoisie... Les révisionnistes espèrent contraindre le gouvernement assez vite sur la solution Renault, le gouvernement est hostile et n'a pas encore répondu. Mais aujourd'hui les révisionnistes sont contraints de développer de nombreuses initiatives, s'ils ne veulent pas être dépassés par les masses... Les jeunes disent qu'il faut lutter contre l'idée «les syndicats c'est les délégués» et que le problème aujourd'hui c'est de gagner ceux qui ne viennent pas occuper, faire comprendre que le syndicat c'est eux... d'autre part, les femmes posent le problème du financement pour après octobre, date où les ouvriers ne seront plus payés, bien que Durafour leur ait déclaré qu'ils seraient payés pendant un an... Notre Parti contribue au développement et au soutien de la lutte par ses interventions depuis le début ; aujourd'hui vient de se constituer un comité de soutien à son appel.

LA SOLUTION GENNOYER : UNE ESCROQUERIE D'UN GISCARDIEN LOCAL

Le 14 septembre 3 PDG marseillais : Gennoyer, Muziquian, Cauvet, «forts des 3000 emplois créés par eux dans la région en 10 ans», «guidés par des considérations uniquement sociales et humanitaires» proposent une «solution régionale» au problème Coder et quant à eux se proposent d'assumer la direction de Coder-Marseille pendant 3 mois, avec les fonds de l'Etat, se faisant fort d'apporter de nouveaux marchés orientés vers l'exportation... (Gennoyer a reçu l'oscar de l'exportation en 73, des mains de Giscard...)

Bien piètre manœuvre, du président du comité de soutien à Giscard d'Estaing, fondateur du «mouvement libéral et social» dont le but avoué est de reprendre la mairie à Deferre, et pour cela n'a pas lésiné ni sur les moyens financiers, propriétaire d'un groupe de

presse régional bien monté : «Objectif Sud» et «Provence Magazine» ni sur la démagogie, il s'est fait connaître en proposant ses bons offices lors de la crise de l'Olympique de Marseille. Dans la ligne du patronat moderniste à la Bidegain, en liaison étroite avec les jeunes dirigeants d'entreprise, il tente d'assurer ce qui manque le plus au parti au pouvoir aujourd'hui, un relais dans les masses... espérant que l'image du capitaliste dynamique exportateur et qui crée des emplois et paye ses ouvriers fera oublier la réalité à savoir : chez Gennoyer à «la phocéenne de métallurgie» il n'y a pas de syndicat. Muziquian (Phinelec) sa fortune s'est faite avec les marchés passés par la municipalité, les ristournes de plus-value des chantiers de Fos et surtout l'intérim, quelle création d'emplois ! Récemment, les ouvriers de Muziquian (entreprises Phinelec)

ont fait une semaine de grève contre la répression syndicale... Quant à Cauvet il se signale par ses salaires, les plus bas de la région et son syndicat maison moyen d'intimidation et de répression des travailleurs surtout immigrés, et lui aussi sa boîte d'intérim. Ce petit patronat fasciste, voilà «la solution régionale»...

Ces piètres démagogues ont reçu l'accueil qu'ils méritaient des ouvriers de Coder, car le fils de Gennoyer venu distribuer un tract expliquant les positions de papa s'est vite fait sortir... et à Marseille personne ne croit à leur solution.

Néanmoins, ils s'entêtent, et il n'est pas impossible qu'à un stade ultérieur de la lutte et avec les appuis financiers qu'ils demandent, la bourgeoisie se serve de ces guignols pour essayer d'imposer le démantèlement.



la crise de l'emploi à marseille

L'industrie marseillaise est constituée d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises, ainsi CODER (1300 travailleurs) est la troisième entreprise de Marseille après la Réparation Navale (S.P.A.T.) et le port (2000 ouvriers). Cette situation, et les lois du développement capitaliste, créent un processus de restructuration quasiment continu, avec son cortège de licenciements et de chômage pour la classe ouvrière, à Marseille. La stabilité de l'emploi y est presque un rêve pour les travailleurs.

De 1961 à 1971, sur Marseille, 41 entreprises ont fermé, dont 70% entre 1969 et 1971, licenciant 10.800 travailleurs. 10.500 emplois ont bien été créés, mais ils n'ont pas empêché le chômage de s'accroître et la classe ouvrière d'en faire les frais, car les emplois créés l'ont surtout été dans le tertiaire (5600), permettant l'absorption d'une partie des jeunes sortant des lycées, mais ne réglant pas le sort de milliers d'ouvriers licenciés, dont l'emploi industriel n'avait pas été renouvelé...

Dans la région Provence Côte d'Azur, le chômage officiel ne fait que croître. De 1966 à 1972, il a presque doublé de 24.116 à 44.656, pour passer à 50.913 fin 1973... Ce sont plus de 80.000 chômeurs que l'on peut évaluer, avec les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes sans travail et les immigrés sans contrat... Un ouvrier chauffeur rencontré au porte à porte cherche du travail depuis 9 mois ; il tient avec ses allocations familiales et la vente de ses appareils électro-ménagers... Plus de 41% des demandeurs d'emploi, sont des ouvriers ayant été licenciés. En 1973-74, le mouvement s'est accéléré, malgré la démagogie de la bourgeoisie sur les «retombées» en emplois de Fos... Les raisons : l'exacerbation de la concurrence et l'encadrement du crédit, qui imposent les restructurations... Tandis que les moteurs Baudoin et les pâtes Rivoire et Carret étaient rachetées par des anglais et des italiens, UNIPOL licenciait fin 1972, 228 travailleurs, victimes de la guerre des huiles avec Lesieur ; Salador 580 en juillet 1973 ; France-Aliments 140 en mars 1974 ; Hexalimbourg 200 ; dont aujourd'hui les machines sont évacuées vers Tours. De plus, à Fos, l'embauche est quasiment terminée, la troisième tranche de Solmer reste un projet, et les chantiers ferment les uns après les autres.

Les ouvriers de Coder, comme ceux de Metallinox (450 emplois menacés), d'Onis (70) et des Brasseries Zénith (120 licenciements annoncés pour Octobre), feront payer la crise à la bourgeoisie et lui imposeront le maintien de leur entreprise.

LE P.C.F. FACE AUX FEMMES DE TITAN-CODER

Pour répondre au désir d'agir des femmes et dans le but de dévoyer leurs aspirations dans la voie de l'union de la gauche, le P.C.F. a organisé une réunion le 20 septembre, significative surtout par le décalage qui existait entre les aspirations avancées par les ouvrières de Coder et les femmes des grévistes, et les révisionnistes...

Tout d'abord, les femmes reprochent au P.C.F. d'avoir convoqué la réunion à l'heure où leurs maris manifestaient à la foire contre Edgar Faure, ce à quoi le P.C.F. répondit que cela «ne faisait rien parce que les hommes y étaient». Les femmes le sentent comme une négation de leur rôle dans la lutte et de leurs capacités et répliquent : «qu'elles étaient concernées elles-aussi». Conscientes de leur force, aux propositions révisionnistes de délégation à la préfecture, elles répliquent en disant qu'il faut être nombreuses, «parce qu'aujourd'hui s'il y a des femmes, cela veut dire que chacun a fait le même chemin dans sa tête, la femme et l'homme, et qu'ils arrivent à la même conclusion, que ça va vraiment très mal et qu'il faut lutter...»

Aux arguments révisionnistes, qui citent comme positif le fait qu'un cadre qui avait contribué à faire vider un syndicat CGT, était venu aujourd'hui saluer le départ du car pour Paris, les femmes restent silencieuses puis l'une répond : «ils sont opportunistes, ils peuvent nous lâcher du jour au lendemain s'ils ont une autre proposition de travail». A l'argument «c'est une catastrophe, car les profs, les petits commerçants et même les petits patrons ne vont plus avoir de travail», les femmes répondent «il ne faut pas se laisser faire comme à Salador, il ne faut pas un seul licenciement» et l'une de dire «la grève sera longue, il faut prévoir le financement». Une proposition est faite par l'une d'entre elles d'une commission de femmes à l'usine pour permettre une large participation aussitôt la responsable P.C.F. essaie de la détourner en un comité pour traiter les cas sociaux, et propose une lettre à Giroud...

La réunion se termine sur une impression de malaise, les femmes du P.C.F. causent entre elles d'un côté, les ouvrières et les femmes de grévistes de l'autre... C'est cela «Le Parti pour la France d'aujourd'hui» de M. Marchais.

Mardi 1er octobre - 20h30
cinéma MENILPALACE, 38 rue de Ménilmontant
(métro Ménilmontant)

meeting des c.i.p.

CHILI-GUINEE : UNE SEULE VOIE, LA GUERRE POPULAIRE

avec des révolutionnaires d'Amérique Latine (Chili etc...)

partie musicale : collectif musical «le temps des cerises»
le chanteur Carlos Andreu

projection d'un film chilien

avec la participation ou le soutien de PCR (ml), FRAP, CERAP,
Accion Popular ML (Mexique), comité contre le fascisme en Méditerranée,
UEIF.

PAYSANS: LES 5% DE BRUXELLES ON EST LOIN DU COMPTE

Le 16 septembre les paysans des différents pays européens ont manifesté pour un relèvement des prix agricoles. En Belgique, par exemple, des cortèges de tracteurs ont parcouru le pays. Les petits paysans allemands manifestaient, eux, leur mécontentement en distribuant aux automobilistes un œuf et une pomme (l'expression «travailler pour des pruness se dit en allemand «travailler pour un œuf et une pomme»).

Meetings rassemblements divers, marquèrent la journée du 16. Aux frontières belges et italiennes notamment, des rencontres entre paysans des différents pays eurent lieu. Les paysans entendaient montrer par là leur communauté d'intérêt face à leurs gouvernements respectifs qui, tout en prétendant «construire l'Europe» tentent de rejeter sur les uns la responsabilité de la misère des autres.

Puissantes par leur nombre ces manifestations le furent aussi par la volonté ferme des participants d'aboutir à un relèvement des prix. Si ces manifestations se déroulèrent dans le calme, peut-on en déduire pour autant que la manœuvre de Debatisse de canaliser à son profit la colère paysanne ait abouti? Certainement pas, les revendications avancées par les paysans eux-mêmes allaient bien plus loin que ce que proposait Debatisse. De plus, en Bretagne par exemple, les paysans organisèrent des formes particulières de lutte (tour de Bretagne en tracteur durant une semaine) refusant par là d'être «chapeauté» par la FNSEA. Et à la frontière belge, un paysan déclarait lors du meeting: «les gouvernements tentent de combattre l'inflation sur notre dos, car nous sommes les derniers de la chaîne». La tentative des dirigeants de la FNSEA de saper le mouvement paysan risque de connaître des échecs plus cuisants encore après l'annonce des résultats des négociations de Bruxelles. Alors que les paysans jugeaient inacceptable la proposition de la commission européenne de relever de 4% les prix agricoles, ils ne se contenteront certainement pas de 5%.

Déjà les manifestations représentent comme à Loudun (dans la Vienne) où le ministre Abelin fut pris à partie, samedi 21, par les paysans. Ceux-ci font savoir qu'ils attendent du gouvernement qu'il prenne des mesures complémentaires pour répondre à leurs besoins. Or à Bruxelles, un des points de désaccord entre l'Allemagne et la France portait justement sur ces mesures d'ordre national que l'impérialisme allemand ne veut pas reconnaître, ne voulant pas voir ses importations renchérir. De plus, la bourgeoisie française n'entend pas non plus accepter les revendications paysannes, Chirac ne l'a pas caché, en disant que «les revendications ne seront pas acceptées, si justes soient-elles». C'est pourquoi, loin d'avoir pris fin, le mouvement paysan ne peut que se développer. Sa seule possibilité d'aboutir, c'est de s'unir aux luttes ouvrières dans un combat résolu contre la bourgeoisie.

quelques définitions...

- COMMUNAUTE EUROPEENNE (CEE): c'est l'ensemble des pays du marché commun, d'abord à 6: France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, puis à 9 avec: Angleterre, Irlande, Danemark.
- LA P R E F E R E N C E COMMUNAUTAIRE: il s'agit en principe d'assurer que les produits d'origine communautaire puissent être achetés de préférence aux produits d'importation des pays tiers. A cet effet des taxes aux frontières sont prélevées sur ces derniers produits.
- LA SOLIDARITE FINANCIERE: les pays membres de la communauté assurent solidairement les conséquences financières des mesures prises en ce qui concerne les marchés.
- FEOPA: Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, il est financé par les pays membres et par les recettes provenant des taxes

marché commun agricole : une "communauté impérialiste" contre la paysannerie

La création du marché commun agricole par la signature du traité de Rome en 1957, puis sa mise en application progressive ne peuvent être séparées des efforts des différentes bourgeoisies européennes pour réaliser le marché commun pour l'ensemble des produits. Sa création répondait en effet à deux besoins.

Les impérialismes européens songeaient à se regrouper pour faire face à la concurrence internationale, mais ils entendaient aussi faire de l'Europe une zone de libre échange pour leurs produits industriels. Encore fallait-il que les masses puissent acheter ces produits. Or le pouvoir d'achat des masses était très différent d'un pays à l'autre, et cela constituait un obstacle à la libre circulation des marchandises. Il fallait donc arriver à niveler approximativement le pouvoir d'achat dans la communauté. Le pouvoir d'achat est déterminé par les salaires, eux-mêmes calculés d'après le coût des différentes marchandises nécessaires pour assurer aux masses le minimum vital. Or dans la consommation des masses, les produits alimentaires, donc agricoles, constituent le secteur principal. C'est donc sur ce secteur qu'il fallait agir, les six pays concernés décidèrent de fixer un prix commun des produits agricoles.

QUELS PAYSANS PROFITENT DU MARCHE COMMUN ?

Au moment où les différentes bourgeoisies des six voulaient concentrer leurs industries, il fallait aussi faire passer l'agriculture de son stade «retardataire» à un stade de plus grande dépendance à l'égard du capital. Il fallait créer un secteur

TAILLE de l'exploit- tion en Ha	VARIATION ANNUELLE DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS SELON LES DIMENSIONS (pour une période de 12 ans)					
	1 à 5	5 à 20	20 à 50	50 à 100	100 et plus	toutes classes
FRANCE	-3,5	-2,4	0,1	0,1	1,7	-2,2
CEE	-2,1	-2,6	-0,1	0,8	0,8	-2

On voit très bien quelles exploitations sont liquidées et comment cela permet aux exploitations plus grosses de s'agrandir davantage. La taille de l'exploitation n'est cependant pas le seul critère permettant de classer celle-ci; doivent être vus aussi le capital investi et la production faite: beaucoup de petites exploitations de viticulture sont très rentables.

agricole capitaliste, capable de rémunérer les investissements qu'il faisait. Pour cela, il fallait éliminer les petits paysans permettant ainsi la libération de terres pour l'agriculture capitaliste et un apport de main d'œuvre pour l'industrie. Ces objectifs apparaissent dans le texte du traité de Rome: «assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs» et «accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre».

Pour réaliser ces visées, différentes dispositions furent prises: premièrement des mesures concernant la question des marchés et des prix (préférence communautaire, libre circulation des produits, solidarité financière-voir encart), deuxièmement des mesures concernant la modification des structures agricoles, la mise en place d'une agriculture capitaliste. A cet effet le FEOPA doit verser subventions et crédits à certaines exploitations jugées intéressantes pour les aider à devenir capitalistes. Le plan Mansholt proposera par la suite d'aller plus loin dans cette voie (voir encart). Ces mesures vont avoir des conséquences diverses selon leur degré d'application aux différents secteurs.

Pour les céréales, la mise en œuvre du marché commun agricole, va permettre la réalisation de gros bénéfices, et ceci pour plusieurs raisons: l'Allemagne pratiquant dans ce domaine des prix élevés, ne pouvait les baisser sans mécontenter ses céréaliers, il y eut donc là un facteur favorable à l'augmentation des prix. La France, elle, était excédentaire en importations.

Pour les fruits et légumes également productions de petites exploitations, il existe aussi des moyens de tourner les règles communautaires. Pour les pêches, une clause de sauvegarde est prévue au cas où les importations menacent le marché intérieur, mais elle ne s'applique pas d'un bout à l'autre de la campagne, elle intervient seulement lorsque les cours commencent à tomber. Les importateurs jouent sur ce mécanisme en important quelques jours de suite et en stoppant les importations juste avant l'application

de la clause de sauvegarde, pour mieux les reprendre quand celle-ci est levée. De cette façon, les cours des pêches sont sans cesse maintenus à un bas niveau. On le voit l'application de la politique agricole commune favorise les secteurs agricoles capitalistes et contribue à la liquidation de la petite paysannerie. En France si la population active agricole constituait en 1959, 25,9% de la population active totale, elle n'en constitue plus aujourd'hui que 12,6%. Lorsque les règles communautaires ne permettent pas d'avancer assez vite dans ce processus, on en vient à les tourner.

LA CRISE ACTUELLE Mais le marché commun agricole qui avait été mis en place lors d'une situation stable va connaître des aléas lorsqu'apparaîtront les premiers signes de crise monétaire. Les prix agricoles communs aux pays membres sont exprimés en Unité de Compte (UC). Mais si un pays dévalue sa monnaie, ses produits valent moins cher en UC et donc il lui est plus facile d'exporter, alors que ses importations lui reviennent plus cher. Il se crée alors des déséquilibres entre pays. Face à cela des «montants compensatoires monétaires» ont été créés. Ils consistent à prélever sur les exportations une taxe et au contraire à subventionner les importations. Ces montants compensatoires disparaissent en principe si le pays qui a dévalué accepte de relever d'autant ses produits agricoles, et si le pays qui a révalué accepte au contraire de les baisser. Mais la France dont la monnaie flotte à la baisse, n'a jamais

voulu relever ses prix agricoles, et l'Allemagne qui a réévalué le mark n'a pas accepté de les baisser. Si bien que lorsque les paysans français exportent en Allemagne, ils doivent verser au FEOPA des taxes qui servent à subventionner, par exemple, les exportations belges de porcs en France. Ces porcs arrivés sur le marché font tomber les cours et ainsi les paysans participent à leur propre ruine. Si l'Allemagne n'a pas accepté de baisser ses prix agricoles c'est bien sûr sous la pression des paysans allemands et si le gouvernement français n'a pas accepté de les relever, c'est qu'il entend ainsi lutter contre l'inflation. Ainsi la volonté commune de différentes bourgeoisies européennes de réaliser les objectifs de la politique agricole commune, se heurte à leurs problèmes nationaux propres.

Cela ressort nettement des dernières discussions de Bruxelles. Cette fois, la France, sous la pression du mouvement paysan proposait un relèvement des prix européens, mais l'Allemagne s'y opposait mettant en avant la nécessité de lutter contre l'inflation. L'Allemagne importe en effet beaucoup de produits agricoles (3741 Millions UC en 1972) et en exporte peu (1152 Millions en 1972). De plus, les paysans allemands n'ont revendiqué que très timidement des hausses des prix agricoles, leurs charges n'ayant augmenté que de 3,5%, contre 25% pour la France.

Mais malgré la longueur des discussions de Bruxelles et les fausses sorties du ministre allemand de l'agriculture, le désaccord n'est pas profond, Chirac déclarait à ce sujet que la France et l'Allemagne n'étaient séparées que par quelques divergences de vue. La volonté commune des deux impérialismes de réaliser l'Europe à leur profit demeure. Les contradictions qui apparaissent entre les impérialismes européens éclairent sur la nature de cette Europe. Elles permettront aux paysans pauvres et moyens, qui auraient encore quelques illusions sur le marché commun de saisir, par delà sa crise actuelle, son but réel.

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source
pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18



TAUX ANNUEL DE DECREMENTATION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

ANNEES	60-65	67	68	69	70	71
FRANCE	-3,3	-3,5	-3,6	-3,2	-3,7	-3,8

«Un agriculteur français met la clef sous la porte toutes les trois minutes»

de la clause de sauvegarde, pour mieux les reprendre quand celle-ci est levée. De cette façon, les cours des pêches sont sans cesse maintenus à un bas niveau. On le voit l'application de la politique agricole commune favorise les secteurs agricoles capitalistes et contribue à la liquidation de la petite paysannerie. En France si la population active agricole constituait en 1959, 25,9% de la population active totale, elle n'en constitue plus aujourd'hui que 12,6%. Lorsque les règles communautaires ne permettent pas d'avancer assez vite dans ce processus, on en vient à les tourner.

LA CRISE ACTUELLE Mais le marché commun agricole qui avait été mis en place lors d'une situation stable va connaître des aléas lorsqu'apparaîtront les premiers signes de crise monétaire. Les prix agricoles communs aux pays membres sont exprimés en Unité de Compte (UC). Mais si un pays dévalue sa monnaie, ses produits valent moins cher en UC et donc il lui est plus facile d'exporter, alors que ses importations lui reviennent plus cher. Il se crée alors des déséquilibres entre pays. Face à cela des «montants compensatoires monétaires» ont été créés. Ils consistent à prélever sur les exportations une taxe et au contraire à subventionner les importations. Ces montants compensatoires disparaissent en principe si le pays qui a dévalué accepte de relever d'autant ses produits agricoles, et si le pays qui a révalué accepte au contraire de les baisser. Mais la France dont la monnaie flotte à la baisse, n'a jamais

nancy opération coup de poing contre nos camarades

Le 26 juillet et le 6 août dernier, la police est venue perquisitionner au domicile de 3 militants du Parti sous des prétextes divers:

- la première fois, recherches d'explosifs en relation avec les attentats commis contre le ministère de la justice,
 - la seconde fois, recherches d'armes et de munitions en relation avec un vol commis dans une armurerie en février 1974 à Briey!
- La première fois, deux camarades ont été conduits à la PJ, interrogés et fichés anthropométriquement. La deuxième fois, nos camarades ont refusé d'ouvrir leur porte tant qu'un mandat régulier leur serait pas montré. La police a fait le siège de l'appartement (6 voitures) de 8h à 16h30, heure à laquelle 7 inspecteurs en civil ont forcé leur porte.

A ce moment seulement ils ont exhibé leur mandat concernant le vol d'armes, mais ce mandat n'avait ni nom ni adresse. Renseignements pris après coup, ni le juge d'instruction ayant délivré ce mandat, ni le procureur de la République à Nancy n'étaient au courant de cette perquisition faite théoriquement en leur nom. C'est donc un mandat en blanc qui a sorti des cartons pour donner un aspect légal à la perquisition.

Au domicile du 3ème camarade, la police a perquisitionné en son absence, en prenant deux voisins comme témoins. Son verrou a été changé et on lui a laissé un mot dans sa boîte aux lettres le priant de venir chercher ses clefs à la PJ de jour comme de nuit.

A défaut d'armes, c'est une pile de documents politiques et aussi syndicaux qui ont été saisis. On a pris prétexte de notre soutien à la lutte des prisonniers pour perquisitionner. Et puis, comme le 1er mandat ne pouvait plus marcher (un mandat de perquisition préfectoral n'est valable que 48h), on s'est abrité derrière la lutte anti-banditisme pour effectuer une opération à

caractère politique. C'est là une vieille tactique de la bourgeoisie. Ces méthodes policières ne nous surprennent pas. La bourgeoisie se moque de sa propre légalité quand elle veut parvenir à ses fins, même si elle se proclame libérale comme actuellement.

La section de Nancy du Parti est jeune. Elle a été créée en juin dernier à partir essentiellement de militants ayant rompu avec le groupe «Pour le Communisme». L'objectif de la police était clair: se renseigner sur le Parti et intimider de nouveaux membres.

Mais face à cette opération coup de poing, la section a riposté fermement:

- conférence de presse du Parti dont la presse locale s'est faite largement l'écho
- diffusion d'un tract sur les marchés
- une plainte pour violation de domicile a été déposée
- à l'INRS, les sections CFDT, dont un de nos camarades inquiétés est secrétaire, et CGT ont publié un communiqué de soutien dénonçant le soi-disant libéralisme gouvernemental et ont assisté à la conférence de presse.

La Fédération CFDT Sécurité Sociale a écrit au ministère de l'Intérieur pour dénoncer cette atteinte aux libertés individuelles. Un article est prévu dans la presse régionale CFDT.

Mais finalement d'un mal peut naître un bien. L'opération s'est retournée contre la bourgeoisie et sa police.

Elle a permis de faire connaître plus largement le Parti sur Nancy. Elle nous a rappelé que les militants révolutionnaires doivent toujours rester vigilants et, pour riposter, s'appuyer sur les masses.

Cela est d'autant plus vrai que la rentrée sociale sera difficile pour elle, car les travailleurs ne verront pas attaquer leur niveau de vie et leur emploi sans réagir vivement. Notre Parti jouera son rôle dans ces affrontements de classe et c'est bien ce qui inquiète l'adversaire de classe.

un ministre à l'hôpital st antoine à paris: encore du bluff... toujours du bluff

Vendredi 20 septembre, Mme Weil inaugurait le bâtiment transversal de l'hôpital St Antoine à Paris XIème, avec dans son sillage la télévision qui fixait sur la pellicule chacun de ses faits et gestes, guidée par le directeur, suivie par les notables du XIème et du conseil municipal de Paris. La mise en scène avait été préparée depuis plusieurs jours, le parcours étudié, le temps chronométré, les jours précédents des équipes de nettoyage extérieures à l'hôpital avaient été engagés pour des travaux qui auraient dû être réalisés depuis des années. On a vu subitement lessiver ou peindre les murs, nettoyer et réparer les ascenseurs, laver les carreaux, réparer les portes; et là où la réparation de mur demandait trop de temps, on a placé une armoire devant pour tout cacher.

Sur le palier de chaque service, le «patron» accueillait «la» ministre et même si certains évoquaient les carences de leur service (manque de personnel et de matériel, mauvais repas des malades etc...), ils se retrouvaient quand même au buffet pour sabler le champagne avec «la» ministre.

Les malades, eux, étaient ignorés dans cette visite, et à la radiographie, on avait supprimé des rendez-vous pour empêcher les encombrements habituels. En guise de consolation, on avait seulement amélioré le repas de midi avec 2 desserts et le café, comme pour les jours de fête.

Côté personnel, seul le syndicat CFDT avait appelé à manifester. Malgré un très important service d'ordre (policiers en civil, plus certains employés planqués, véritables larbins de l'administration) qui tenait les manifestants à distance, «la» ministre a été obligée de voir les pancartes qui demandaient: «de meilleures conditions de travail», «halte aux profits sur la santé», «médecine gratuite», «soigner ou... en crever non», «hygiène bidon»... (Un exemple, par manque de seringues et d'aiguilles à usage unique, les infirmières se piquent et se contaminent avec les aiguilles et les seringues en les nettoyant: d'où plusieurs cas mortels d'hépatite virale), «un clinicien pour 3 infirmières», «nous voulons avoir le temps de vivre»...

Les élèves infirmières s'étaient jointes à la manifestation et distribuaient des tracts sur leurs problèmes, contre leur utilisation, la même que les titulaires, pour des indemnités dérisoires...

Les responsables de la section CGT, alors que de nombreux jeunes CGT voulaient manifester, avaient seulement fait signer une pétition, et avec FO et la CFCT, ils ont fait remettre une motion au ministre.

Par contre, une délégation CGT de l'hôpital Rothschild participait à la manifestation. D'une manière générale, on peut dire que le personnel a été profondément écumé par toute cette mise en scène destinée à masquer la vérité, il comprend mal comment des crédits qui 8 jours auparavant étaient «introuvables», même pour dératier la cuisine, ont pu ainsi être trouvés pour effectuer tous les travaux de réparation et de nettoyage etc...

C'est la première fois que le personnel pose la question du choix de l'attribution des crédits. Cette inauguration appelée «renovation de l'hôpital St-Antoine» avait un caractère de propagande politique évident, pour, à l'aide de la télé, tromper l'opinion publique.

La crise de l'hospitalisation et de la santé en France s'aggrave et ce n'est pas en montrant des appareils et des bâtiments qu'elle sera résolue. La solution est ailleurs. Comme dans tous les secteurs, pour la santé, les masses populaires devront prendre elles-mêmes en main ce problème.

Des travailleurs de l'hôpital St Antoine Paris XIème.

la haye, drugstore st germain, provocations en série...

Pendant près d'une semaine, la prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye par un commando de l'armée rouge japonaise a tenu la une des journaux, a fait l'essentiel des informations à la radio et à la télé. A chaque instant, on interrompait les programmes pour nous montrer l'évolution de la situation, et même si rien ne se passait, il fallait que tout le monde le sache! De quoi relancer la discussion dans tous les foyers! Le terrorisme voilà un sujet bien exploité par la bourgeoisie. Belle occasion pour pratiquer l'amalgame entre cette bande de provocateurs et les révolutionnaires véritables! Combien de commentateurs qui ont tenté de jeter le discrédit sur la lutte du peuple palestinien en partant de ce prétexte, en essayant de faire croire que le groupe agissait au nom des Palestiniens! Quel journaliste bourgeois n'a pas attaqué sournoisement la Corée du Nord et l'Albanie Socialiste en faisant croire que ces pays s'apprêtaient à accueillir ces terroristes? Nous posons une fois de plus la question «à qui profite le crime?» sinon à la bourgeoisie. Cette pseudo-armée rouge japonaise, ce n'est pas la première fois qu'elle la monte en épingle: détournement d'avions au moment propice, règlements de comptes sanglants dans les montagnes japonaises, ce groupe ultra-grouppusculaire, issu du trotskysme, sert à chaque fois d'épouvantail pour les masses. Quand les masses aspirent à la révolution de façon de plus en plus nette, c'est à de tels procédés que recourt la bourgeoisie.

L'attentat au Drugstore Saint Germain est lui aussi tombé au bon moment! Tout était bien choisi, jusqu'au nom du directeur du Drugstore d'origine israéliite, pour faire croire à un attentat palestinien. De faux communiqués émanant d'un soi-disant organisation palestinienne, un faux témoignage affirmant que l'auteur de l'attentat était arabe, communiqués et témoignages démentis aussitôt, et repris sans cesse, tout a été fait pour préparer le terrain. Giscard en profite pour déclarer que: «la société française doit être une société sans violence... et qu'il utilisera tous les moyens (y compris la violence bien sûr) dont il dispose pour protéger la liberté et la sécurité de chacun...» Présenter la révolution sous un aspect hideux, tenter d'isoler les révolutionnaires des masses qui aspirent à la révolution, en jouant sur un réflexe de peur, telle est la tactique de la bourgeoisie, qui a l'habitude d'utiliser des provocateurs de cette sorte!

éducation nationale 10 000 maîtres auxiliaires licenciés

La rentrée scolaire, cette année, c'est une augmentation énorme des prix qui pèsent lourdement sur le budget des familles ouvrières, c'est aussi le chômage pour plus de 10.000 maîtres auxiliaires, licenciés sans préavis ni indemnités.

Les maîtres auxiliaires, ce sont des profs ou des instituteurs pourvus de diplômes d'enseignement mais qui n'ont pas eu la chance de gagner à cette loterie que sont les sarrs-saints concours de la bourgeoisie, appelés CAPES ou agrégation, attribués à une minorité de plus en plus restreinte, mais qui donnent le droit d'être titulaires, c'est à dire la sécurité de l'emploi et un salaire meilleur.

Ce sont des étudiants, ce sont souvent des profs qui ont de l'ancienneté et des charges de famille. Un maître auxiliaire peut être licencié du jour au lendemain en cas d'arrivée d'un titulaire; il n'a droit à aucune indemnité de licenciement parce qu'il ne peut cotiser à aucune caisse d'allocation chômage. C'est lui qui fait les bouche-trou, selon le bon plaisir du ministre.

10.000 cette année sont en chômage. Pour les autres, dotés d'un poste, 50% ne travaillent qu'à temps partiel, c'est à dire avec souvent 750F. par mois, et en dessous de 12h., aucun droit à la sécurité sociale.

Pendant ce temps, des écoles sont fermées, entre autres à la campagne; d'autres ne peuvent ouvrir faute de profs; de enfants en âge d'entrer à la maternelle, où même en âge d'être scolarisés sont inscrits sur des listes d'attente; des élèves sont sans professeur; des classes sont surchargées.

Et la bourgeoisie ne fait rien pour améliorer la situation. Bien au contraire, Haby, le ministre, parle de «entrées réussies», de «prétendus drames». Les maîtres auxiliaires: «Je les embauche à l'année. Donc, je ne suis tenu à aucun engagement à leur égard. Qu'ils se débrouillent...» Les élèves et leurs parents aussi, sans doute! Et tout est fait pour les décourager: des postes à temps partiel qui ne permettent pas de vivre, ou très éloignés de leur habitation, ce qui veut dire frais et temps de transport, une chambre supplémentaire et des problèmes pour la garde des enfants. Et quand ils demandent un certificat qui permet de s'inscrire au chômage, le ministère recourt au chantage: si vous êtes inscrit au chômage, vous n'avez plus le droit de demander un poste! C'est le résultat d'une politique délibérée de la bourgeoisie, d'une politique au service d'une sélection sociale aggravée qui pèse toujours plus lourdement sur la classe ouvrière. Des postes ont été supprimés avec l'organisation du départ «volontaires» des élèves en fin de 5ème vers le préapprentissage, dans le cadre de la loi Royer.

Qui a-t-on obligé à quitter l'école à 13-14 ans pour travailler gratis pour un patron? Une majorité d'enfants d'ouvriers. Les classes qu'on bourne sont celles des élèves qui ont le plus de difficultés, c'est-à-dire encore, dans la plupart des cas, des enfants d'ouvriers. Et ce sont aussi les familles ouvrières qui supportent le plus lourdement l'absence d'écoles maternelles.

Des parents d'élèves, des maîtres auxiliaires en chômage, ont commencé la lutte. A Uzès, à Valenciennes, à Grenoble des parents ont manifesté contre l'absence de profs, contre la menace de fermeture d'écoles. A Nantes, à Lille, à Paris, les maîtres auxiliaires sont descendus dans la rue pour exiger un emploi et la titularisation immédiate de tous les maîtres auxiliaires. L'Education Nationale se permet de licencier 10.000 maîtres auxiliaires, c'est un triste record, celui des licenciements collectifs! Halte au chômage! Titularisation immédiate de tous les maîtres auxiliaires!

Elections présidentielles de 69, Deferre : 5,01% des voix ; élections présidentielles de 74, Mitterrand : 43,2% des voix au premier tour, ces deux résultats électoraux à cinq ans d'intervalle donnent une idée des progrès du P.S. dans sa tentative de regagner ses positions perdues. Après 15 ans de participation à toutes les combines ministérielles de la IV^e et même au premier gouvernement de Gaulle, où Mollet obtient un portefeuille de ministre d'Etat en reconnaissance de ses intrigues pour faciliter le retour de de Gaulle sur la scène politique, la S.F.I.O. est très largement discréditée dans les masses. Les travailleurs n'oublient pas la répression de leurs luttes par les CRS de Jules Moch, l'envoi du contingent en Algérie par Mollet, responsable également de l'expédition de Suez, aux côtés de l'impérialisme anglais et d'Israël. La prétendue Section Française de l'Internationale Ouvrière, laminée aux élections par le parti gaulliste, déconsidérée aux yeux des travailleurs, est surtout en mai 68 une amicale d'élus locaux, de notables plus ou moins séniles qui s'accrochent à leurs sièges de conseillers généraux ou à leur mairie. Le nombre d'adhérents, estimé à 70.000 par la direction, est, de l'aveu même du CERES, inférieur à ce chiffre, car pour accroître leur représentation aux congrès, certaines fédérations payent plus de cartes qu'elles n'en placent effectivement. Dans plusieurs départements le nombre d'élus sous l'étiquette «socialiste» est supérieur au nombre de cartes. La seule force de la SFIO c'est son puissant réseau d'élus locaux, et sa bonne «tenue» électorale.

du sauvetage de la SFIO...

Mais son discrédit incite de nombreux politiciens social-démocrates à fonder leurs clubs, ainsi Estier, Mitterrand, Savary, Poperen, et d'autres de moindre envergure. Pour remédier à cette hémorragie une première tentative de regroupement amène à la constitution de la F.G.D.S., «Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste», cartel regroupant radicaux, SFIO, clubs, et qui permet un relatif succès électoral aux législatives de 67. Mais les grandes luttes de mai 68 prennent totalement au dépourvu la social-démocratie incapable d'adopter une position unifiée et révèlent la faiblesse de son influence dans les masses. Les conséquences en sont la défaite électorale aux législatives de 68 et l'éclatement de la FGDS.

La déconfiture de la «gauche non communiste» fait apparaître l'urgence de la rénovation de la social-démocratie pour constituer ce pour quoi la bourgeoisie l'entretient: une alternative au pouvoir en place en cas de montée des luttes, alternative que le P«C»F ne peut à lui seul offrir. Conscient du problème, Guy Mollet au poste de secrétaire général depuis 46, donne sa démission lors du congrès de Puteaux en décembre 68, et déclare : «Parce que le monde a changé, le parti doit changer. Parce qu'il est des socialistes en dehors du Parti, il faut faire un nouveau Parti où tous les socialistes se sentiront à l'aise». Le projet est de regrouper dans le même Parti et non plus dans un cartel la SFIO et les clubs regroupés dans la CIR (Convention des Institutions Républicaines) de Mitterrand, l'UCRG de Poperen et l'UGCS de Savary. Le processus d'unification est bloqué par les divergences à propos des présidentielles de 69. La CIR est favorable à une candidature unique de la gauche, alors que la SFIO, au congrès d'Alfortville cède aux manœuvres de Deferre qui se fait investir comme candidat par la tendance hostile à l'unité d'action avec le P«C»F, jugée dangereuse. Après l'échec de Deferre, le PS appelle à voter Poher au second tour avec l'espoir, si Poher est élu, de pouvoir participer à un gouvernement de coalition avec les centristes. L'élection de Pompidou succédant à la veste de Deferre oblige le PS à revoir sa stratégie. Au congrès d'Issy les Moulineaux, Savary est élu secrétaire général avec mandat de mener la discussion avec le P«C»F, la CIR est absente.

Les contacts entre les deux partis traînent en longueur, une forte tendance du PS qui n'a pas renoncé à l'alliance avec les centristes ou que le tête-à-tête avec le P«C»F d'un PS trop faible effraye, s'oppose à des négociations sur un programme de gouvernement. Pour que le PS puisse s'engager dans des négociations sérieuses avec le P«C»F il est nécessaire au préalable qu'il se renforce, qu'il regagne un peu d'influence dans les masses, et efface son cuisant échec électoral, car au lendemain des présidentielles, avec les 5% de Deferre, il ne fait pas le poids en face des 21,3% obtenus par Duclos.

Le renforcement du PS passe par l'intégration de la Convention des Institutions Républicaines et de son leader Mitterrand, c'est chose faite au congrès d'Epainay en juin 71. Ce congrès constitue un tournant important dans l'histoire du PS ; soutenu par le CERES appuyé par Mauroy et Deferre à la tête des puissantes fédérations du Nord et des Bouches du Rhône, Mitterrand est élu premier secrétaire. La nouvelle équipe dirigeante composée de conventionnels, de Mauroy, Deferre et des membres du CERES s'attache dans un premier temps à donner un nouveau style au PS: campagnes d'affiches, meetings, fêtes... et tente de s'implanter chez les travailleurs. Jusqu'alors FO avait été le syndicat relais des positions du PS chez les ouvriers et surtout chez les employés; la nature anti-communiste de cette officine de jaunes financée par la CIA ne permettait pas une percée en direction des couches combattives de la classe ouvrière. Le PS tente alors d'investir la CFDT qui, contrairement à FO, rencontre depuis mai 68 une audience certaine dans la classe ouvrière, et dont de nombreuses sections ont su mener des luttes résolues contre l'exploitation capitaliste. L'opération de main-mise sur la CFDT débute avec le ralliement au PS de certains dirigeants locaux ou fédéraux, elle se poursuit actuellement avec la décision de la confédération CFDT de participer aux «Assises pour le socialisme».

Les relations avec le P«C»F durant cette période sont plutôt fraîches; ayant rédigé son programme ce dernier voudrait engager immédiatement des discussions avec le P.S. pour la conclusion d'un programme commun. La tactique du PS consistera à gagner du temps, tout d'abord, à élaborer son propre programme pour faire pièce à celui du P«C»F et surtout à s'affirmer comme une force de «gauche» distincte du parti révisionniste, capable de participer aux mouvements de masses sur des positions propres, parfois même d'apparence plus radicale que celles du P«C»F et notamment la participation d'une délégation du PS au cortège des obsèques de Pierre Overney. Au moment où le P«C»F dénonce

Parti Socialiste

SOUS UNE NOUVELLE FACADE, LE MEME PARTI BOURGEOIS



les «provocations gauchistes», cette attitude du PS vise à récupérer une partie des «gauchistes» issus de mai 68. Il n'hésite pas pour cela à reprendre certains thèmes mis en avant en mai 68, tel «changer la vie» qui sera le titre de son programme de gouvernement avant que le «changement» ne soit repris par les services publicitaires de Giscard.

Le référendum sur l'Europe, imaginé par Pompidou pour contrecarrer l'union de la gauche, permet au PS de se distinguer à nouveau du P«C»F qui appelle à voter «Non», en prônant l'abstention. L'affirmation de son «originalité» et de son poids par rapport au P«C»F permet alors au PS d'engager avec lui des négociations pour un programme commun de gouvernement, sur la base de son propre programme. Après deux mois de négociations, l'accord sur un programme commun de gouvernement est signé en juin 72. Sur nombre de questions importantes, le PS a fait prévaloir ses positions : nationalisations limitées au secteur financier et à 9 monopoles, contrat de législature lui permettant, au gouvernement, de conclure des alliances avec d'autres forces politiques et d'évincer le P«C»F comme en 47. Sur le maintien dans l'Alliance Atlantique, la construction de l'Europe, ce sont ses positions que le PS impose, il refuse également de reconnaître le GRP du Sud Viet-Nam.

Ainsi, le PS a réussi à se démarquer du P«C»F et à imposer son point de vue dans les négociations tout en profitant au maximum de son soutien électoral : des accords de désistement au second tour des législatives de 73 lui permettent d'accroître sa représentation parlementaire. Avec 20,6% des voix, il réalise son meilleur score depuis 47. Puis ce sont les élections présidentielles avec les résultats que l'on sait. Le PS est le premier bénéficiaire de l'alliance passée avec le P«C»F, il en est aussi le maître, libre de la rompre quand il le jugera bon, et apparaît comme un parti charnière, pouvant jouer sur les deux tableaux : unité avec le P«C»F ou selon la situation alliance avec d'autres forces politiques avec ou sans le P«C»F. C'est, entre autres, cette position de parti charnière qui satisfait dans le PS les partisans de l'alliance avec le «centre», comme ceux de l'unité de la gauche et fonde l'actuelle unité de ce parti.

... à la tentative de mainmise sur la CFDT

Tel est le véritable sens de la rénovation entreprise par le PS, telles sont ses limites : remettre en selle la vieille social-démocratie. Le changement de sigle, PS pour SFIO, n'a rien changé d'essentiel. Le PS est d'ailleurs toujours membre de cette internationale socialiste qui, depuis près de 60 ans, est un ramassis d'organisations contre-révolutionnaires qui ont toutes participé à un moment ou à un autre à la gestion des affaires de leur bourgeoisie, comme actuellement les social-démocrates de RFA, d'Angleterre, d'Autriche... et d'Israël. La cohorte des notables social-démocrates est toujours bien présente, elle s'est même renforcée aux dernières élections, même un Chandernagor qui lorgnait vers le centre lors des négociations avec le P«C»F, s'en porte apparemment fort bien. De tous les «socialistes» qui, à des titres divers, ont participé aux gouvernements de la IV^e, rares sont ceux qui ont quitté le PS si ce n'est Max Lejeune, Muller, dont les piteux résultats électoraux montrent les limites de leur opération.

«Aile gauche» du PS, le CERES : «Centre d'Etudes, de Recherches et d'Education Socialistes» prétend lutter à l'intérieur de ce parti pour en faire une organisation véritablement révolutionnaire. Lancé à l'origine avec la bénédiction de Mollet qui en fut président d'honneur et le soutien financier de la SFIO, le CERES n'a découvert sa vocation révolutionnaire qu'après mai 68. A partir de la fédération de Paris dont il prend la direction, il entreprend de «changer» le PS, et même, prétend-il, faire du parti social-démocrate, un parti révolutionnaire. Selon eux cette transformation passe pour l'essentiel par deux exigences : la signature d'un programme commun de gouvernement avec le P«C»F et la lutte pour l'autogestion. L'alliance contre nature, en apparence du moins, de l'autogestion et du programme commun, vise à attirer au PS ceux que le programme commun ne satisfait pas. De nombreux travailleurs se rendent compte en effet que le programme commun ne change rien à leur condition, en maintenant par exemple la hiérarchie capitaliste ou la possibilité pour les patrons de procéder à des licenciements. Ces réticences ont incité le PSU et la CFDT à refuser jusqu'à maintenant leur soutien au programme commun et à proposer à la place l'autogestion, théorie social-démocrate qui permet d'éluder la

question du pouvoir central, sous prétexte qu'elle donne le pouvoir aux travailleurs dans leurs entreprises respectives. En conciliant programme commun et autogestion, le CERES ne fait que marier deux projets réformistes dont aucun ne remet en cause le pouvoir de la bourgeoisie. Ces deux points ont d'ailleurs été adoptés par le PS, et le CERES participe à sa direction depuis le congrès d'Epainay sans que ce parti ne soit devenu pour autant révolutionnaire. Malgré ses déclarations ronflantes, ses éclats de voix contre les notables, le CERES supporte finalement très bien leur présence au PS, la perspective d'occuper dans un proche avenir quelques strapontins ministériels est certainement pour beaucoup dans cette attitude conciliante. En fait, le CERES est une des pièces maîtresses du «nouveau» PS dans sa stratégie de récupération des débris du PSU dont des pans entiers ont déjà intégré le PS de divers groupuscules «socialistes» et de main-mise sur les cadres de la CFDT.

Sa mise en avant est un moyen de faire oublier les Guy Mollet, Jules Moch et autres Lacoste. La publicité faite au ralliement de Régis Debray, sert la même stratégie de camouflage de la façade pourrie de la SFIO et de détournement des masses de la lutte révolutionnaire. Ce n'est pas l'adhésion de quelques faux révolutionnaires qui doit faire illusion, le PS demeure un parti bourgeois, solution de rechange de la bourgeoisie face à la montée des luttes et des aspirations au socialisme, plus que jamais nous devons dévoiler sa véritable nature et empêcher sa main-mise sur la CFDT.

Serge Livet

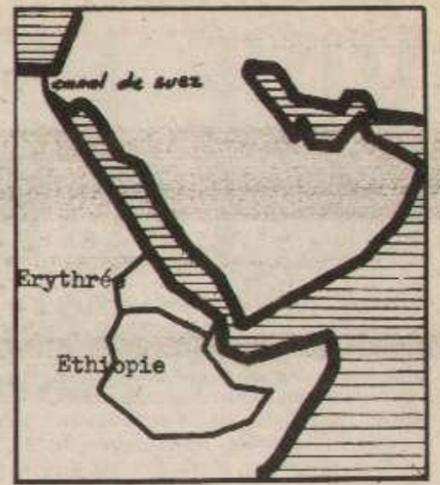
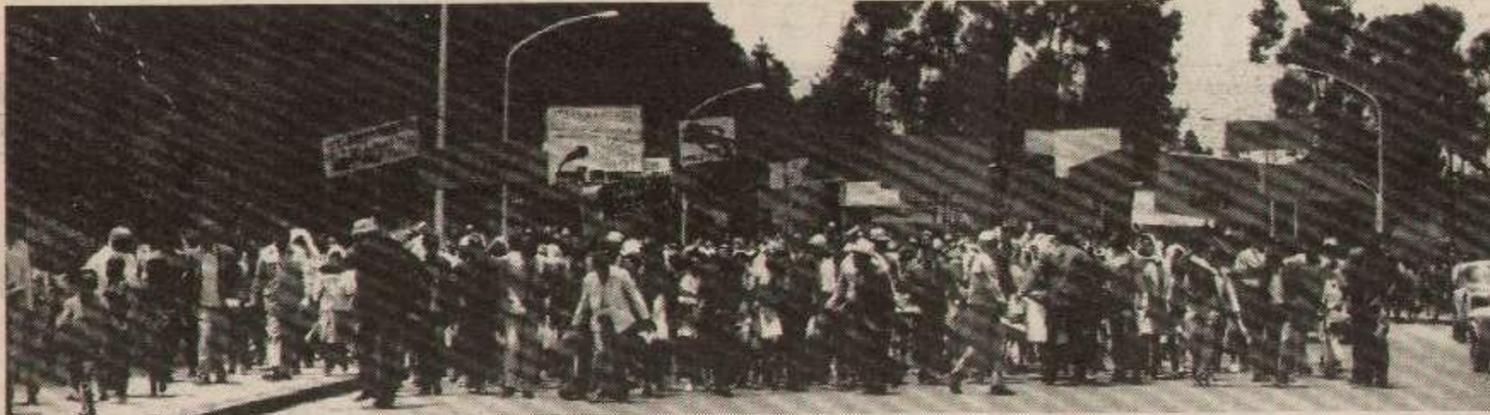
**J«C» ET UJP:
VERS L'UNITE
D'ACTION.**

L'Humanité du 20/9 annonce qu'«a eu lieu une rencontre entre l'Union des Jeunes pour le Progrès et le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France... Au cours de cet entretien, un large tour d'horizon a été fait sur tous les grands problèmes politiques de l'heure et sur toutes les questions intéressantes la jeunesse de France. Il a été convenu que cette prise de contact serait suivie d'autres rencontres dans le but de développer un large esprit de compréhension et afin de déboucher sur d'éventuelles actions communes».

Signalons pour nos lecteurs que cette UJP, avec qui la J«C» envisage de mener des actions communes, n'est autre que l'organisation croupion de jeunes, mise en route jadis par l'U.D.R. Ce groupuscule n'a guère eu l'occasion de se faire connaître des masses, limitant ses activités à des communiqués de presse, à la tenue irrégulière d'assises où des ministres UDR venaient défendre la politique gouvernementale et à des querelles internes sans nombre portant souvent sur la répartition des sinécures officielles. La seule manifestation à laquelle a appelé ce groupuscule... c'est la manifestation réactionnaire du 30 mai 1968 où, à l'appel des CDR, des SAC, toute la pégre des beaux quartiers avait défilé pour soutenir de Gaulle dans la répression du mouvement gréviste.

C'est ce ramassis de poltron-minets, fils à papa, apprentis râtés de la politique bourgeoise qui sont aujourd'hui les interlocuteurs privilégiés de la J«C». Voilà la dernière en date des initiatives prises par le P«C»F en direction des gaullistes, après les clins d'œil à Jobert, Charbonnel et à tous ceux qui envisagent de désertir le camp de Giscard. Aux travailleurs et aux militants de base qui demandent des comptes là-dessus, les dirigeants du P«C»F répondent parfois : «c'est l'électorat gaulliste, que nous visons, non les dirigeants». Jobert, Charbonnel, Fesseau, le dirigeant de l'UJP, voilà des électeurs de choix ! A quand les discussions avec les chefs des SAC et du CDR, ces bandes fascistes héritières directes du service d'ordre du RPF, spécialisées pour «casser du communiste». A un mois du XXIème Congrès du P«C»F, en voilà assez pour éclairer le visage «nouveau» du P«C»F !

ETHIOPIE : la chute des féodaux



La monarchie féodale d'Ethiopie s'est effondrée comme un château de cartes au cours des six derniers mois. Tous les «ras» (grands seigneurs féodaux) ont été emprisonnés les uns après les autres. Les membres de la famille impériale, les principaux chefs de l'armée les suivaient en prison, laissant Haïlé Sélassié esseulé. Lui-même tombait sans gloire aux cris de «voleur» «pendez-le» lancés par les masses. L'étendue de la corruption révélée au cours de ces derniers mois dépasse l'imagination. Tandis que des centaines de milliers d'Ethiopiens mouraient de faim, Sélassié remettait mille dollars (5 millions d'anciens francs) à son petit-fils pour son réveil à Londres; ses chiens mangeaient dans de la vaisselle en or. Tandis que l'Ethiopie dépendait de l'aide extérieure, Haïlé Sélassié entassait dans ses coffres en Suisse entre 5 et 10 milliards de dollars (2500 à 5000 milliards d'anciens francs) l'équivalent de trois ou quatre années de budget éthiopien, pour le cas où il devrait s'exiler comme en 1935. Aujourd'hui, le vieux tyran détroné refuse de rapatrier les sommes fabuleuses qu'il a extorquées au peuple.

Pourquoi Haïlé Sélassié, vieillard chéri de l'impérialisme est-il tombé aussi rapidement? L'incurie du gouvernement était apparue en pleine lumière avec le développement de la famine dans les provinces du TIGRE et du WOLLO. L'effondrement de l'agriculture consécutive à la sécheresse dans toute l'Ethiopie, suscitait des révoltes paysannes. La

famine avait obligé les paysans à manger leurs semences, puis à brader leurs terres à des paysans riches. De nombreux paysans étaient venus gonfler le nombre des chômeurs dans les villes. Partout en Ethiopie la révolte grondait. Jusqu'aux soldats dans certaines unités qui se révoltaient parce qu'ils n'avaient rien à manger. Haïlé Sélassié, bourreau sanguinaire, n'était plus en mesure de tenir sous le joug les 25 millions d'Ethiopiens, l'une des plus fortes populations d'Afrique (3ème d'Afrique).

En Erythra, l'Ethiopie mène une guerre depuis 12 ans, depuis qu'elle a annexé le pays en 1962. L'armée y subissait de lourdes pertes. Fin novembre, pour la première fois, des commandos attaquaient le camp militaire d'ASMARA, tuant de nombreux soldats et des officiers. Famine, désastre économique, revers militaire ont été les principales raisons du mouvement qui a commencé en février, dressant contre l'empereur les masses populaires, ouvriers, paysans et étudiants d'une part et militaires d'autre part.

LES MILITAIRES ET LES MASSES POPULAIRES

L'arrestation par les militaires de tous les grands dignitaires, la destitution d'Haïlé Sélassié répondaient à une volonté profonde des masses: en finir avec le régime féodal. Haïlé Sélassié avait installé son pouvoir en 1941, après l'expulsion des fascistes italiens. En s'appuyant sur les «ras» qui avait

collaboré avec l'occupant italien, il avait radicalement éliminé tous ceux qui avaient mené victorieusement la lutte de libération. Depuis cette date l'histoire de l'Ethiopie est l'histoire de la lutte du peuple pour s'affranchir du joug d'Haïlé Sélassié et de sa cour de féodaux. Les révoltes paysannes réprimées dans le sang ne se comptent plus. Les masses se sont portées aux premières lignes de la lutte contre Haïlé Sélassié. Elles ont affronté la police de l'empereur. L'armée elle-même tout en lançant une campagne de dénonciations et d'arrestations contre les grands féodaux n'a pas hésité à réprimer des manifestations et à briser des grèves. Malgré la destitution de l'empereur, les contradictions sont vives entre les masses et les militaires au pouvoir. «Nous serons patients avec les étudiants, a déclaré Aman Andom, mais, s'il le faut nous emploierons la force». Pour l'instant tout est fait par les militaires pour limiter l'activité des masses à un simple soutien à leur mouvement, pour limiter les cibles anti-US que pourrait viser le mouvement des masses.

L'IMPERIALISME US EN ETHIOPIE

Au mois d'août les USA ont augmenté leur aide militaire à l'Ethiopie, alors que cette augmentation avait été refusée avant le mouvement des militaires en février. Les Etats-Unis acceptent la destitution d'Haïlé Sélassié d'autant plus que le régime des féodaux était devenu tellement fragile

et corrompu qu'il n'était plus capable de contenir le mouvement des masses et de garantir la «sécurité» des biens US et le libre usage des côtes de l'Erythra. Seule l'armée, soutenue et entraînée par les Etats Unis, restait solide dans le régime. Plus de la moitié de toute l'aide militaire US en Afrique allait à l'armée éthiopienne. Les intérêts militaires US en Ethiopie sont d'abord en Erythra: la côte de l'Erythra avec le port de Massawa où les USA sont en train de créer une base navale est une place importante pour le contrôle de la mer Rouge au débouché du canal de Suez. Les militaires éthiopiens, jusqu'à présent, n'envisagent pas d'ailleurs de mettre fin à la guerre en Erythra et de reconnaître l'indépendance du pays. Le général Aman Andam, nouveau chef de l'Etat, a récemment déclaré que le nouveau régime éthiopien «ne nationalisera jamais les biens et les investissements étrangers en Ethiopie. L'aristocratie a le contrôle de toute l'économie du pays, et ce sont ces gens qui devront rendre leur argent au peuple». L'aristocratie a énormément pillé mais l'impérialisme US contrôle une grande partie de l'économie. Les ressources du sous-sol ont été toutes inventoriées par 3000 agents. Les USA se sont assurés le monopole du pétrole, du phosphate. Les Japonais se sont emparés du cuivre découvert en Erythra; leur première mine a été détruite par le Front de Libération de l'Erythra. Les USA contrôlent 80% de la production et presque tout le commerce du café, qui représente 60%

des exportations éthiopiennes, pour ne citer que les exemples les plus criants.

QUE SERA LE NOUVEAU REGIME

Le mouvement déclenché en février qui a abouti à la destitution d'Haïlé Sélassié est un pas énorme en avant: l'Ethiopie est sortie du régime féodal, l'un des plus archaïques de la terre. Mais ce n'est que le premier pas. Quel contenu va être donné par les militaires au mot d'ordre «la terre aux paysans» qui répond aux aspirations des paysans (qui représentent 90% de la population)? Quelle attitude les militaires prendront-ils en définitive à l'égard de l'impérialisme? Les masses populaires ont été à la pointe de la lutte contre la féodalité. Elles ont poussé les militaires à prendre des mesures de plus en plus radicales contre le régime d'Haïlé Sélassié, elles ne veulent pas que le mouvement s'arrête à mi-chemin, et reste à de simples forces de soutien au nouveau régime. Dans les syndicats ouvriers, affiliés à l'AFL CIO américaine sous Haïlé Sélassié, les anciens dirigeants ont été éliminés, les masses réclament un gouvernement civil et organisent des manifestations avec les étudiants. Dans la période qui s'annonce en Ethiopie, les masses populaires, qui ont mis à profit le renversement de la féodalité pour développer leur action, lutteront pour la satisfaction de leurs aspirations les plus profondes, la réforme agraire, la démocratie, et l'expulsion de l'impérialisme.

MARCHAIS EN ALGERIE :

une tentative pour blanchir l'attitude chauvine du P«C»F pendant la guerre d'Algérie

A l'occasion de la visite en Algérie du 11 au 15 septembre d'une délégation du P«C»F conduite par Georges Marchais, «L'Humanité» n'a pas manqué de faire une publicité tapageuse autour de ce voyage. L'opération, il est vrai, est intéressante à plus d'un titre.

Il s'agit d'abord, à l'occasion, de gommer tout un passé de trahison de la lutte de libération nationale du peuple algérien, ou plutôt de faire comme s'il n'avait jamais existé. Cette pitoyable tentative est vouée à l'échec: le peuple algérien et le peuple français n'ont pas la mémoire si courte.

- En 1939, Thorez déniait toute existence à la Nation Algérienne: «il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République Française». La Nation Algérienne se constitue, donc ne peut, ne doit pas aspirer à l'indépendance, d'après Thorez. Son intérêt portait surtout sur le fait que l'Algérie pouvait fournir annuellement à la France «un million de moutons, de grosses quantités de blé» et donc résoudre le problème du «manque de viande» et «combler notre déficit en céréales».

- Lors du soulèvement de Sétif, le 8 mai 1945, le P«C»F appelait et approuvait les troupes coloniales et les colons français qui massacrèrent 46.000 algériens en quelques jours! On pouvait lire alors dans «L'Humanité»: «Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute».

- Après 1953, le P«C»F refuse ouvertement de reconnaître le droit de l'Algérie à l'Indépendance Nationale. Ses dirigeants suivaient la bourgeoisie française, clamant que l'Algérie est une partie inaliénable de la France et que celle-ci est et doit rester une grande puissance africaine. Lors du déclenchement, le 1er novembre 1954, des premières opérations militaires des patriotes algériens, le P«C»F les désavoue clairement et les calomnie: «Le PCF ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux». (Huma du 8 nov. 54)

En 1955, le P«C»F se dresse face aux ouvriers algériens qui luttent en France: «Il appartient aux communistes de mettre en garde les travailleurs algériens en France sur le danger que représenterait pour nos intérêts communs toute action isolée ou aventuriste.»

En 1956, le P«C»F votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, cherchant à justifier ce coup de poignard au peuple algérien par la nécessité d'alliance électorale avec les socialistes. Grâce à cet appui, Guy Mollet put envoyer des renforts de troupe et de police, put donner carte blanche à Massu pour réprimer dans le sang le peuple d'Alger.

Mais, malgré l'oppression et l'organisation systématique de la torture par Massu, la lutte armée se développe, et la détermination du peuple algérien à chasser l'occupant reste intacte. En 1958, l'ALN regroupe

130.000 hommes qui attaquent l'ennemi, là où il ne les attend pas. L'armée impérialiste subit de cuisants revers. Abandonnant alors, dans ses déclarations publiques, les calomnies grossières contre la Résistance, soucieux de préserver une partie au moins des positions de l'impérialisme français en Algérie, le P«C»F réclame alors à cors et à cris la paix en Algérie et l'ouverture de négociations: «La poursuite de la répression et de la guerre en Algérie non seulement ne peut rien régler, mais elle fera tout perdre à la France», ou encore, en 1961, lorsque se développent en France les manifestations des patriotes algériens, «la répression contre les algériens vivant en France compromet toujours davantage les relations futures entre la France et l'Algérie».

Jamais pendant toute cette période la direction du P«C»F n'organisera les masses françaises, le contingent, pour imposer à l'impérialisme français l'arrêt de cette guerre coloniale, jamais il n'organisera la solidarité active avec les patriotes algériens en France comme en Algérie. Voilà le passé de défenseurs du colonialisme et du néo-colonialisme que les dirigeants du P«C»F s'efforcent aujourd'hui de cacher aux masses françaises, comme à leur jeunes militants, en clamant sur tous les tons «la communauté de vue sur l'essentiel» entre le FLN et le P«C»F. D'ailleurs le P«C»F a-t-il rompu avec ce passé? Certes non, le programme commun signé avec le parti des Mollet et Lacoste, aujourd'hui dirigé par

Mitterrand, bourreau du peuple algérien, sioniste avéré, en fournit la preuve éclatante; outre la volonté exprimée de maintenir l'ensemble de l'appareil militaire de la bourgeoisie française et en particulier «les forces d'intervention» et le réseau mondial de bases dont elle dispose en Afrique, aux Antilles, en Guyane, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, c'est aussi le refus avoué d'accorder l'indépendance aux peuples des «départements et territoires d'outre-mer» à qui l'on reconnaît le droit à une certaine «autonomie». Autre objectif poursuivi par le P«C»F avec la publicité faite autour du voyage de Marchais, c'est de redorer son blason, vis-à-vis des travailleurs algériens, auprès desquels il est passablement discrédité. Marchais n'a pas manqué en effet d'élever protestation sur protestation contre les agressions racistes en France, faisant de beaux discours sur la défense des droits sociaux des travailleurs algériens, de leur droit à la sécurité et à la dignité, alors que quotidiennement, le P«C»F s'évertue à diviser la classe ouvrière, dénigrant les luttes des travailleurs immigrés; alors que dans son programme, il réclame le contrôle de l'immigration, sa planification, sa réglementation, pour mieux l'assujettir aux besoins de l'économie capitaliste qu'il entend gérer aux mieux. Quelle duplicité dans ces discours démagogiques, de ces gens qui, par ailleurs, réclament que «chaque commune ne dépasse pas un pourcentage normal de population immigrée»!

A un moment où les pays producteurs de pétrole entrent en lutte pour la récupération de leurs richesses en hydrocarbure, se dégageant de l'emprise des cartels internationaux, infligeant de sérieux coups de boutoirs aux économies capitalistes, la bourgeoisie française ne peut que se féliciter d'avoir, comme solution de rechange, la possibilité de mettre en place un gouvernement de gauche qui ait de bonnes relations avec les pays arabes. Marchais le sait bien. Se gardant bien de s'opposer à la juste revendication des pays producteurs de pétrole, de revalorisation des cours du pétrole, il suggère à la bourgeoisie la possibilité de négocier des accords et des contrats d'achat à long terme, qui, même s'ils stipulent, comme c'est probable, une révision périodique des prix du pétrole, éviteraient à l'impérialisme français toute mesure d'embargo, de pénurie.

Quoi qu'ils fassent, les intrigues des révisionnistes, pour essayer de maintenir leur emprise sur les masses, sont vouées à l'échec. La classe ouvrière en France et les peuples du monde, le peuple algérien en particulier, sauront les démasquer dans un proche avenir, comme des agents zélés du néo-colonialisme.

A BAS LE CHAUVINISME DU P«C»F!

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DU MONDE CONTRE L'IMPERIALISME!

Frédéric MONTAGNET.

1er Octobre :

VIVE LE 25^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION CHINOISE

Il y a 25 ans, le 1er octobre 1949, le président Mao proclamait solennellement la fondation de la République Populaire de Chine. Le quart de la population mondiale s'était libéré lui-même de l'exploitation féodale et coloniale, les centaines de millions d'hommes et de femmes du peuple chinois prenaient en mains leur

destinée, commençaient la construction du socialisme.

Au début du siècle, la Chine était un pays semi-colonial et semi-féodal. Pour le peuple chinois, c'était la double domination de l'impérialisme et des féodaux. Dans les villes comme

Changai, où la domination étrangère s'étalait odieusement, c'était les usines sinistres, les taudis surpeuplés, avec des oasis de luxe et de richesse réservées aux Européens. Les policiers rossaient brutalement les coolies chinois. Pour les masses, la faim, l'épuisement à des journées de travail de 14 heures même pour les enfants. A la campagne où vit l'écrasante majorité du peuple, les métayers devaient payer des fermages exorbitants, étaient à la merci des percepteurs et des seigneurs de guerre qui les enrôlaient de force. Quand ils se révoltaient, ils étaient abattus sans pitié. Les gouverneurs faisaient la pluie et le beau temps; celui du Hounan, par exemple, vendait toute la monnaie de cuivre de la province au Japon, et imprimait des billets pour la remplacer. L'inflation rapide augmentait encore la misère des familles paysannes. Pour le Parti Communiste Chinois créé en 1921, la tâche sera de mobiliser la puissance des masses paysannes pour libérer la Chine à la fois de l'impérialisme et du féodalisme.

Pour mettre en échec les campagnes de massacres déclenchées par les réactionnaires du Kuomintang, le Parti Communiste Chinois créa une armée de type nouveau, l'armée révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Chine, regroupant au départ des paysans du Hounan et du Kiangsi et les mineurs de Anyuan. C'est cette armée du peuple qui allait ouvrir la voie pour la prise du pouvoir. Elle permettait d'appliquer la tactique définie par le parti : *révolution agraire et création de bases révolutionnaires dans les régions rurales, encerclement des villes, points forts de la réaction et de l'impérialisme, puis prise des villes par la campagne insurrectionnelle.*

L'armée et la population des bases révolutionnaires brisèrent les campagnes d'encerclement et d'anéantissement lancées par le Kuomintang. 200.000 combattants avaient rejoint l'armée rouge dans plus de 10 bases révolutionnaires en 1934. La «longue marche», grand déplacement stratégique pendant lequel l'armée rouge traversa 11 provinces pendant une année de combats incessants, au milieu des difficultés de toutes sortes, marqua la victoire décisive de cette ligne. Désormais, toutes les tentatives du Kuomintang pour détruire l'armée rouge étaient vouées à l'échec. Les masses populaires ne reposeraient pas le fusil.

En 1931, l'impérialisme japonais avait envahi le nord-est de la Chine. En 1937, il tenta d'étendre son agression à tout le pays. Le Parti Communiste Chinois dirigé par Mao Tsé Toung prit la direction du Front Uni de la nation chinoise qui infligea de lourdes défaites à l'occupant. En 45, les impérialistes japonais capitulaient sans conditions, c'était une immense victoire pour le peuple et le Parti Communiste Chinois.

Après la défaite des Japonais, les réactionnaires du Kuomintang, qui leur avaient résisté passivement, mais n'avaient pas cessé leur lutte contre les zones libérées, tentèrent de rétablir leur pouvoir sur l'ensemble de la Chine pour perpétuer la domination féodale et coloniale, et détruire le Parti Communiste. En juillet 46, Tchiang Kai Chek, largement financé et équipé par l'impérialisme US, lançait une offensive générale contre les régions libérées. L'impérialisme ne pouvait se résigner à perdre les immenses avantages qu'il avait eus en Chine, car cette perte changeait l'équilibre des forces dans le monde. Mais le peuple chinois, fermement décidé à défendre les régions libérées, infligea à Tchiang Kai Chek une défaite sur défaite. En 1949, 3 grandes campagnes avaient mis 1.500.000 soldats du Kuomintang hors de combat.

En avril 49, le président Mao et le Parti demandaient à l'armée rouge de faire une avancée générale dans tout le pays. L'Armée Populaire de Libération traversa le fleuve Yangtsé, libéra Nankin. Le régime réactionnaire tombait. Tout le pays était rapidement libéré, excepté la province de Taïwan.

Le 1er octobre 1949 marquait en même temps le commencement de l'édification du socialisme en Chine. Pour faire tomber le pouvoir réactionnaire, il avait fallu une lutte de longue durée. Pour consolider le pouvoir du prolétariat et des paysans pauvres, il fallait continuer la lutte, car la bourgeoisie ne se laisse jamais déposséder du pouvoir sans réagir, sans essayer de le reprendre. La question du pouvoir était toujours au centre de la lutte.

Une des premières réalisations après la libération, ce fut la réforme agraire; les propriétaires fonciers liés à l'impérialisme furent expropriés, et leurs terres distribuées également aux paysans. En même temps le peuple déploie tous ses efforts pour redresser l'économie nationale, mise à mal par des années de domination impérialiste et de guerre. L'agriculture, l'artisanat, le commerce et l'industrie capitalistes furent transformés dans le cadre d'une économie socialiste. En 1956, ces transformations de base sont effectuées avec succès.

En 1958, Mao Tsé Toung lança la directive : *«Edifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses efforts, aller de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie»*. Les centaines de millions d'ouvriers, de paysans et de soldats mirent tout leur enthousiasme dans le Grand Bond en Avant. C'est à cette époque que se constituèrent les communes populaires. Pour les masses chinoises, qui avaient connu la famine périodique, la socialisation des moyens de production et la transformation des structures à la campagne allaient changer radicalement leur vie. Les paysans se regroupèrent d'abord en coopératives, pratiquèrent l'entraide, chacun gardant la part de la récolte qui correspondait à sa parcelle de terre. Puis, constatant dans la pratique les limites de ce système, ils mirent en commun leurs terres et leurs instruments de travail, chacun étant rémunéré selon son travail, mais aussi les besoins de sa famille. La commune populaire, gérée par les paysans eux-mêmes, prit en charge tous les équipements collectifs. Les paysans qui jadis mouraient de faim arrivaient à subvenir eux-mêmes à leurs besoins grâce au système supérieur d'organisation qu'est la commune populaire.

La révolution, en socialisant les usines, faisait des ouvriers, des travailleurs responsables de leur travail. Ils formulent critiques et suggestions pour améliorer le travail, stimuler la production. La sécurité et le bien être des ouvriers ne sont plus foulés aux pieds. Le plan d'Etat a mis fin à l'anarchie qui caractérisait le système capitaliste. Maintenant, c'est en fonction des besoins des masses qu'est élaboré le plan de production, il est largement discuté par les travailleurs qui font eux-mêmes des milliers de propositions pour rationaliser la production, améliorer la qualité. Ce plan n'est pas un canevas approximatif qui laisserait toute latitude aux entreprises de définir leur production. Il est examiné dans le détail par les travailleurs, mais il est en même temps centralisé, c'est à dire que tout est prévu au niveau de l'Etat en fonction des besoins des masses, tout est déterminé, en fonction d'enquêtes précises.

Toutes ces réalisations, la bourgeoisie elle-même est obligée de les reconnaître. Le livre de Peyrefitte sur la Chine en est un exemple. Mais la bourgeoisie se garde bien de dire comment le peuple chinois est arrivé à ces succès. Elle se garde bien de dire que c'est grâce à la lutte armée dirigée par le Parti Communiste Chinois que le peuple s'est libéré de l'exploitation. Elle tente de faire croire que tout cela n'est pas irréversible et met en avant le repoussoir de l'Union Soviétique, que les Kroutchev, Brejnev... ont ramenée au capitalisme après la mort de Staline. En réalité, le peuple chinois et son parti communiste ont tiré les leçons de l'expérience soviétique. Ils ont continué et continueront encore à mener la lutte de classe, pour préserver et renforcer la dictature du prolétariat. La Grande Révolution Culturelle Proletarienne, comme la lutte actuelle contre Confucius et Lin Piao, ont été des étapes de cette lutte.

En effet, la bourgeoisie n'avait pas désarmé. Dans les années 60, à l'intérieur du Parti, deux lignes s'affrontaient. L'une d'elles, représentée par Liu Chao-chi, prétendait qu'il fallait revenir au capitalisme pour développer l'économie, sous prétexte que les masses n'étaient pas capables de construire le socialisme. Mao Tsé Toung mobilisa de nouveau les masses leur demandant de «ne jamais oublier la lutte des classes». Un vaste mouvement d'éducation socialiste se développa dans tout le pays, fustigeant cette ligne réactionnaire. Les travailleurs chinois, en s'emparant de la direction dans tous les domaines, prouvèrent que pour édifier le socialisme, il ne suffisait pas d'édifier une économie puissante. Non seulement la classe ouvrière renforça sa direction sur la production, mais encore elle prit en mains par exemple les problèmes de l'éducation, la promotion de la femme, le développement de l'art prolétarien. Des milliers de paysans et d'ouvriers transformèrent aussi radicalement l'Université. La dictature du prolétariat sortit renforcée de la lutte, car les larges masses s'étaient éduquées, leur vigilance s'était accrue. Pour le P.C.C., il ne s'agit pas de régler ces problèmes à huis clos. Au contraire partant toujours des besoins et des idées justes des masses pour élaborer sa ligne il les a toujours mobilisées pour qu'elles fassent toutes les critiques nécessaires, pour qu'elles s'emparent de la ligne juste, pour qu'elles la défendent consciemment, pour qu'elles préservent et renforcent les acquis du socialisme. La campagne actuelle contre Confucius et Lin Piao, c'est de nouveau un large mouvement d'éducation socialiste des masses, destiné à faire sauter la couvercle pesant de la tradition confucéenne millénaire qui prêche la soumission. Ces deux mouvements constituent, face au visage repoussant du révisionnisme aujourd'hui en URSS, la preuve que le Parti, s'il s'appuie sur les masses laborieuses, réussit à élaborer avec succès une ligne juste. Comme Mao Tsé Toung l'a dit, il y aura encore des dizaines de révolutions culturelles car la lutte entre les deux voies demeurera tant que, partout dans le monde, les classes n'auront pas disparu.

En fêtant le 25ème anniversaire de la Chine Populaire, nous fêtons en même temps le parti et le peuple chinois qui ont su édifier le socialisme en écartant à chaque fois de leur chemin ceux qui voulaient les faire revenir en arrière. La révolution chinoise et l'édification du socialisme en Chine sont pour nous de vivants exemples. Tout en tenant compte des différences importantes qui existent entre la Chine et la France, nous saurons suivre les enseignements précieux des camarades chinois pour faire la révolution socialiste en France.



AU PRESIDENT MAO-TSE-TOUNG AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Il y a vingt cinq ans, la proclamation de la République Populaire de Chine marquait l'aboutissement de la lutte héroïque du prolétariat et du peuple chinois, sous la direction du Parti Communiste, contre les forces de l'impérialisme et de la réaction. Par la guerre populaire, votre grand pays s'arrachait au joug impérialiste et s'engageait dans la construction d'une Chine nouvelle, prospère, libérée de l'exploitation.

Pour les Communistes du monde entier et pour tous les progressistes, cet événement grandiose a signifié une immense victoire et un immense espoir.

Un quart de siècle après, la Chine Populaire a tenu ses promesses. Elle est devenue le plus grand bastion du socialisme dans le monde. Elle inspire et encourage, par son exemple enthousiasmant, les pays qui veulent leur indépendance, les nations qui luttent pour leur libération, les peuples qui aspirent à la Révolution.

Le Parti Communiste Chinois, avec à sa tête le président Mao Tsé Toung, qui a guidé et guidé le peuple chinois de victoire en victoire est devenu un phare pour tous les Communistes.

En perçant à jour et en osant dénoncer la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, le Parti Communiste Chinois a permis aux Communistes du monde entier de rassembler leurs forces et de poursuivre, sur de justes bases marxistes-léninistes, la lutte révolutionnaire.

En déclenchant et menant jusqu'au bout la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le Parti Communiste Chinois a montré que la dégénérescence révisionniste, la restauration du capitalisme n'étaient nullement inévitables. Il a montré que la lutte révolutionnaire continuait à être le moteur de l'édification du socialisme et qu'elle pouvait être victorieuse. Il a multiplié et consolidé dans le monde l'aspiration et la confiance dans le socialisme.

Aujourd'hui, en menant la grande lutte contre Confucius et Lin Piao, le Parti Communiste Chinois fait apparaître la perspective enthousiasmante de l'homme nouveau, libéré du poids de siècles d'exploitation.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) trouve, dans votre exemple un puissant encouragement et de précieux enseignements pour mener la lutte de classes, faire la Révolution et instaurer, en France, la dictature du prolétariat. Il se tient fermement aux côtés du Parti Communiste Chinois dans la lutte résolue qu'il mène contre l'hégémonie des super-puissances.

A l'occasion du vingt cinquième anniversaire de la République Populaire de Chine, le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) félicite et salue chaleureusement le peuple chinois qui avance à pas de géant dans l'édification du socialisme. Nous partageons pleinement sa joie et sa fierté. Nous exprimons les profonds sentiments communistes d'internationalisme prolétarien qui nous lient au glorieux Parti Communiste Chinois.

VIVE LE PRESIDENT MAO TSE TOUNG !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS !

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE !

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.R. (ml)